

# Enquête sur l'emploi 2003

## L'emploi diminue et le chômage augmente fortement

Jean-François Bigot, division emploi, Insee

**E**ntre le 4<sup>e</sup> trimestre 2002 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2003, le chômage a augmenté de 0,8 point, soit environ 230 000 chômeurs de plus. Cette progression touche toutes les catégories de population. Le taux de chômage reste supérieur à la moyenne chez les jeunes, les non-diplômés, les ouvriers et les femmes. Passé 50 ans, retrouver un emploi reste très difficile : cette population ne représente que 6 % des salariés embauchés dans l'année, contre 17% des chômeurs. Pour la première fois depuis 1993, la France a perdu des emplois : - 67 000. L'emploi privé, salarié et non salarié, a augmenté tandis que l'emploi public a baissé. Sur un marché du travail perturbé, les jeunes issus des filières professionnelles du supérieur trouvent plus facilement un emploi que ceux issus des filières plus générales.

En 2003, 2 640 000 personnes sont au chômage au sens du BIT en moyenne sur l'année, soit 9,7% de la population active. Ces résultats proviennent de la nouvelle enquête emploi, mise en place en juillet 2001, et qui a lieu désormais tout au long de l'année (*sources*). Sur la période la plus récente, entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2002 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2003, le taux de chômage a augmenté de 0,8 point, soit environ 230 000 chômeurs de plus (*tableau 1*). Cette hausse n'a épargné aucune catégorie de la population : les jeunes comme les plus âgés, les hommes comme les femmes, les diplômés comme les non-diplômés ont tous vu leur risque d'être au chômage augmenter.

### Chômage toujours plus élevé pour les femmes et les non-diplômés

Entre fin 2002 et fin 2003, même si le taux de chômage a augmenté plus vite pour les hommes que pour les femmes, ces dernières restent comme par le passé plus fragiles face au risque

de chômage : ainsi fin 2003, en données non corrigées des variations saisonnières, 11,4% des femmes actives sont au chômage, contre 9,3% des hommes. C'est aux âges où l'activité professionnelle est la règle, entre 30 et 49 ans, que le risque de chômage a progressé le moins entre fin 2002 et fin 2003. Au quatrième trimestre 2003, en données non corrigées des variations saisonnières, 8,3% des actifs de 30 à 49 ans sont au chômage, contre 7,7% de leurs aînés âgés de 50 ans ou plus, soit un écart plus faible que celui observé fin 2002.

Les différences de chômage entre diplômés et non-diplômés restent stables. La proportion de

#### ① Chômage<sup>1</sup> : 230 000 chômeurs de plus

	4 <sup>e</sup> trim. 2002 <sup>2</sup>	4 <sup>e</sup> trim. 2003 <sup>3</sup>	Moyenne 2003
<b>Chômeurs (milliers)</b>			
<b>Ensemble</b>	<b>2 554</b>	<b>2 781</b>	<b>2 640</b>
Hommes	1 222	1 365	1 277
Femmes	1 332	1 416	1 363
<b>Taux de chômage selon le sexe et l'âge (%)</b>			
<b>Ensemble</b>	<b>9,4</b>	<b>10,2</b>	<b>9,7</b>
15-29 ans <sup>2</sup>	15,9	17,7	16,5
30-49 ans	8,0	8,3	8,2
50 ans et plus	6,6	7,7	7,2
<b>Hommes</b>	<b>8,3</b>	<b>9,3</b>	<b>8,7</b>
15-29 ans	15,3	17,0	15,7
30-49 ans	6,4	7,0	6,8
50 ans et plus	6,0	7,1	6,7
<b>Femmes</b>	<b>10,8</b>	<b>11,4</b>	<b>10,9</b>
15-29 ans	16,6	18,6	17,4
30-49 ans	9,9	9,7	9,8
50 ans et plus	7,3	8,5	7,8
<b>Taux de chômage selon le diplôme (%)</b>			
Sans diplôme ou CEP	13,9	15,3	14,7
BEPC, CAP, BEP	8,8	9,4	9,0
Baccalauréat	9,0	9,5	8,7
Bac + 2	5,8	6,4	6,0
Diplôme supérieur	6,9	8,3	7,6
<b>Taux de chômage selon la CS (%)</b>			
Cadre	3,5	4,0	4,1
Profession intermédiaire	4,6	5,7	5,0
Employé	9,0	9,1	9,1
Ouvrier	10,3	11,7	10,8

1. Le chômage est entendu au sens du Bureau International du Travail (BIT). Un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui (1) n'a pas travaillé au cours de la semaine de référence, (2) est disponible pour travailler et (3) a entrepris des démarches de recherche d'emploi ou (3') a trouvé un emploi qui commence plus tard. Le taux de chômage est le nombre des chômeurs au sens du BIT rapporté à la population active totale (salariés, non salariés, chômeurs).

2. L'âge est celui au 31 décembre de l'année d'enquête.

3. Données non corrigées des variations saisonnières.

Source : Enquêtes Emploi 4<sup>e</sup> trimestre 2002 et 2003, Insee

chômeurs parmi les personnes sans diplôme est presque deux fois plus élevée que chez les diplômés du supérieur long, en 2003 comme en 2002. Depuis deux ans, les personnes les moins touchées par le chômage ne sont plus celles qui ont les diplômes les plus élevés, mais celles possédant des diplômes de niveau supérieur au baccalauréat à spécialités techniques ou professionnelles : DUT, BTS, diplômes de professions du secteur social ou sanitaire (kinésithérapeute, infirmière, laborantin, etc.) ou DESS. Ces diplômes confirment leur bonne adéquation au marché du travail. En outre, les écoles paramédicales ou sociales délivrant des diplômes de niveau bac + 2 recrutent sur concours : le nombre de diplômés délivrés est ainsi contrôlé en amont et reste en deçà des besoins de ce secteur. Mécaniquement, les jeunes diplômés dans cette branche sont, dès leur sortie de l'école, presque tous pourvus d'un emploi, souvent dans le secteur public. Parmi les diplômés de l'enseignement supérieur général, les titulaires d'un DEUG sont significativement plus touchés par le chômage que

les personnes ayant aussi deux années d'études au-delà du bac, mais dans une filière professionnelle. En pratique, les titulaires du seul DEUG sont aussi de moins en moins nombreux : la majorité de ces étudiants poursuivent désormais leurs études au-delà.

Entre 2002 et 2003, le marché du travail s'est dégradé à tous les niveaux de la hiérarchie des professions salariées, sauf pour les employés. Les risques de chômage se sont accrus dans des proportions analogues pour les cadres, les professions intermédiaires et les ouvriers. Cependant, la proportion de cadres au chômage ne dépasse pas 4%, soit trois fois moins que chez les ouvriers. Quelle que soit leur position hiérarchique dans l'entreprise, les femmes sont plus exposées au chômage que les hommes. Mais c'est chez les ouvriers que les écarts sont les plus marqués : fin 2003, plus de 17% des ouvrières sont au chômage contre 10% des ouvriers. Chez les employés, les professions intermédiaires et les cadres, l'écart entre le taux de chômage des hommes et celui des femmes ne dépasse pas un point : cet écart plus faible s'explique pour partie par la forte présence des femmes dans la Fonction publique où seuls les agents contractuels risquent de perdre leur emploi.

de 60% des chômeurs ayant au moins cinquante ans recherchent un emploi depuis plus d'un an et presque 40% depuis plus de 2 ans. De fait, les entreprises recrutent peu de salariés ayant dépassé la cinquantaine : fin 2003, les plus de 50 ans ne représentent que 6% des personnes ayant moins d'un an de présence chez leur employeur, alors qu'ils constituent un sixième (17%) du chômage et presque un quart (23%) de l'emploi.

## 67 000 emplois perdus en un an

Pour la première fois depuis 1993, l'emploi a diminué en France : en moyenne sur l'année, on compte 67 000 emplois de moins en 2003 qu'en 2002 (*tableau 3*). Dans le secteur public, l'emploi a diminué quel que soit le type de contrat : plus de 100 000 emplois publics ont disparu en un an. Dans le secteur privé, l'emploi salarié se maintient : le nombre d'emplois sous contrat à durée déterminée, contrat aidé, d'apprentissage ou intérim a chuté (- 73 000), tandis que celui des postes sous contrat à durée indéterminée augmentait sensiblement (+ 84 000), essentiellement chez les plus de 30 ans. En baisse régulière depuis le début des années quatre-vingt-dix, l'emploi non salarié a légèrement augmenté entre 2002 et 2003 (+ 26 000).

L'emploi masculin a perdu un peu plus de 100 000 postes en moyenne en 2003. L'emploi féminin a commencé à baisser plus tardivement, à partir du second semestre 2003 : ceci fait qu'en 2003, le nombre de femmes en emploi est en moyenne de 46 000 supérieur à 2002. Parmi les personnes de 55 à 64 ans, le taux d'emploi a augmenté d'un point pour atteindre 40,3% : les deux tiers de cette hausse sont dus à l'arrivée à la cinquantaine des générations du baby-boom, qui "rajeunit" les 55-64 ans et élève mécaniquement leur taux moyen d'activité. Un tiers tient à la moindre ampleur des accès à la préretraite sur la période récente. Comme en 2002, 1 200 000 personnes ont involontairement travaillé moins qu'elles l'auraient souhaité. Plus des trois quarts sont des femmes. En baisse régulière depuis 1997, le sous-emploi s'est stabilisé entre 2002 et 2003 et concerne 27,5% des personnes travaillant à temps partiel (*tableau 3*).

## 2 1 140 000 personnes au chômage<sup>1</sup> depuis plus d'un an

	4 <sup>e</sup> trimestre 2002 <sup>3</sup>		4 <sup>e</sup> trimestre 2003 <sup>3</sup>	
	Milliers	%	Milliers	%
<b>Personnes au chômage depuis 1 an ou plus</b>				
<b>Ensemble</b>	<b>1 078</b>	<b>42,2</b>	<b>1 140</b>	<b>41,0</b>
<b>Hommes</b>	<b>524</b>	<b>42,9</b>	<b>570</b>	<b>41,8</b>
15-29 ans <sup>2</sup>	142	27,6	150	26,6
30-49 ans	249	48,0	277	49,2
50 ans et plus	133	67,3	143	60,5
<b>Femmes</b>	<b>554</b>	<b>41,6</b>	<b>570</b>	<b>40,2</b>
15-29 ans	113	25,2	136	26,9
30-49 ans	315	45,9	306	45,0
50 ans et plus	126	63,4	128	55,1
<b>Personnes au chômage depuis 2 ans ou plus</b>				
<b>Ensemble</b>	<b>557</b>	<b>21,8</b>	<b>586</b>	<b>21,1</b>
<b>Hommes</b>	<b>275</b>	<b>22,5</b>	<b>293</b>	<b>21,5</b>
15-29 ans	56	10,8	55	9,8
30-49 ans	125	23,9	138	24,5
50 ans et plus	94	47,6	100	42,1
<b>Femmes</b>	<b>282</b>	<b>21,2</b>	<b>293</b>	<b>20,7</b>
15-29 ans	47	10,5	51	10,0
30-49 ans	160	23,2	163	24,0
50 ans et plus	75	37,8	79	33,9

1.2. Voir note (1) et (2) du tableau 1.

3. Données non corrigées des variations saisonnières.

Note : la proportion de chômeurs de plus de 1 ou 2 ans est calculée sur l'ensemble des chômeurs pour lesquels on sait calculer l'ancienneté. On fait l'hypothèse que les chômeurs dont l'ancienneté est inconnue ont des anciennetés de chômage comparables aux autres. Fin 2002, 10,4% des anciennetés sont inconnues, 9,3% fin 2003.

Source : Enquêtes Emploi 4<sup>e</sup> trimestre 2002 et 2003, Insee

## Près de 600 000 personnes cherchent un emploi depuis plus de deux ans

Le nombre de personnes au chômage depuis plus d'un an a augmenté moins vite que l'ensemble des chômeurs (*tableau 2*). Au 4<sup>e</sup> trimestre 2003, on compte cependant 62 000 personnes de plus que fin 2002 à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an, soit 1 140 000 chômeurs de longue durée. La moitié d'entre eux recherchent un emploi depuis plus de 2 ans. Dès lors qu'ils sont au chômage, les hommes et femmes jeunes ont en moyenne des risques comparables de rester durablement à la recherche d'un emploi. En revanche, passé 30 ans, rechercher un emploi pendant plus d'un an ou plus de deux ans est plus fréquent pour les hommes. Les femmes ne retrouvent pas plus facilement un emploi pour autant, elles quittent par contre plus souvent le marché du travail. Rester longtemps au chômage est le lot des salariés les plus âgés : près

### 3 Première baisse de l'emploi depuis 1993

	Moyenne 2002	Moyenne 2003
<b>Population active occupée (milliers)</b>		
<b>Ensemble</b>	<b>24 552</b>	<b>24 485</b>
Hommes	13 499	13 386
Femmes	11 053	11 099
<b>Taux d'emploi<sup>1</sup> (%)</b>		
<b>Ensemble</b>	<b>50,4</b>	<b>49,9</b>
<b>15-64 ans</b>	<b>62,9</b>	<b>62,5</b>
Hommes	69,4	68,5
Femmes	56,5	56,5
<b>55-64 ans</b>	<b>39,2</b>	<b>40,3</b>
Hommes	43,6	44,9
Femmes	34,9	35,9
<b>Proportion d'actifs occupés à temps partiel (%)</b>		
<b>Ensemble</b>	<b>16,5</b>	<b>16,5</b>
Hommes	5,4	5,4
Femmes	30,2	29,9
<b>Statut des emplois (milliers)</b>		
<b>Non salariés</b>	<b>2 748</b>	<b>2 774</b>
<b>Salariés</b>	<b>21 804</b>	<b>21 711</b>
Secteur privé	16 453	16 464
Intérimaires	480	471
Apprentis	295	266
CDD hors contrats aidés <sup>2</sup>	1 137	1 120
Stagiaires et contrats aidés <sup>3</sup>	308	290
CDI et autres	14 233	14 317
Secteur public	5 351	5 247
CDD hors contrats aidés <sup>2</sup>	528	504
Stagiaires et contrats aidés <sup>3</sup>	250	213
CDI et autres	4 573	4 530
<b>Durée hebdomadaire moyenne<sup>4</sup> de travail des salariés</b>		
Temps complet	38,8	38,8
Temps partiel	23,4	23,2
<b>Personnes en sous-emploi<sup>5</sup> (milliers)</b>		
<b>Ensemble</b>	<b>1 188</b>	<b>1 186</b>
Hommes	287	278
Femmes	901	908
<b>Sous-emploi parmi les temps partiel (%)</b>		
<b>Ensemble</b>	<b>27,8</b>	<b>27,5</b>
Hommes	33,0	30,7
Femmes	26,6	26,9

1. Actifs occupés dans la population des plus de 15 ans.
  2. Contrats à durée déterminée.
  3. Contrats d'aide à l'emploi (CES, CIE, emplois jeunes, etc.) et stages de la formation professionnelle classés dans l'emploi au sens des critères du BIT.
  4. Durée déclarée par les salariés pour une semaine normalement travaillée.
  5. Selon le BIT, l'emploi inclut notamment les personnes dites en situation de sous-emploi, c'est-à-dire "qui travaillent involontairement moins que la durée normale de travail dans leur activité et qui sont à la recherche d'un travail supplémentaire ou disponibles pour un tel travail".
- Source : Enquêtes Emploi 2002 et 2003, Insee

### On change plus souvent d'emploi dans la construction et le tertiaire

Entre 2002 et 2003, les recrutements ont diminué : en moyenne en 2003, 10,6 % des emplois sont occupés par des personnes en poste depuis moins d'un an, contre 11,1 % un an auparavant. La construction reste le grand secteur qui

### 4 Mobilité par secteur d'activité

Secteur d'activité (hors intérim)	Proportion de personnes ayant...			Chômeurs de moins d'un an issus du secteur rapportés aux effectifs du secteur	Effectif total 2003 (milliers)
	...moins d'un an d'ancienneté dans l'entreprise	...dix ans et plus d'ancienneté dans l'entreprise	...une ancienneté inconnue		
<b>Agriculture</b>	<b>7,1</b>	<b>57,1</b>	<b>3,5</b>	<b>2,3</b>	<b>1 056</b>
<b>Industrie dont :</b>	<b>7,5</b>	<b>52,1</b>	<b>1,3</b>	<b>5,6</b>	<b>4 248</b>
Industries agricoles	13,5	40,4	1,6	6,1	637
Automobile	6,1	57,3	1,3	8,6	324
Autres ind. manufacturières <sup>1</sup>	6,8	52,7	1,3	5,5	3 037
Energie	3,0	67,8	0,8	1,5	250
<b>Construction</b>	<b>12,6</b>	<b>35,9</b>	<b>1,5</b>	<b>5,9</b>	<b>1 575</b>
<b>Tertiaire dont :</b>	<b>11,3</b>	<b>42,8</b>	<b>4,4</b>	<b>4,3</b>	<b>17 476</b>
Commerce, réparations	14,5	34,8	2,1	5,4	3 232
Transports	10,1	41,0	1,1	4,2	1 051
Activités financières	6,9	60,6	1,3	3,1	706
Activités immobilières	14,0	41,6	1,0	3,7	286
Services aux entreprises	12,4	37,0	1,6	5,6	2 624
Services aux particuliers	19,8	26,7	4,4	7,5	2 055
Educ., santé, action sociale	9,5	52,2	0,9	3,1	4 471
Administrations	6,2	58,7	1,1	2,2	2 580
<b>Total</b>	<b>10,6</b>	<b>44,4</b>	<b>1,7</b>	<b>5,6<sup>2</sup></b>	<b>23 884<sup>3</sup></b>

1. Les autres industries manufacturières regroupent les biens intermédiaires, biens d'équipement et biens de consommation.
  2. Les chômeurs ayant moins d'un an d'ancienneté dans le chômage et qui ont déjà travaillé correspondent à 5,6% de la population totale en emploi.
  3. La population active occupée totale s'élève à 24 485 000 personnes en moyenne en 2003. Pour 130 000 d'entre elles on ne connaît pas le secteur dans lequel elles exercent leur activité et 471 000 sont intérimaires.
- Source : Enquête Emploi 2003, Insee

recrute le plus : 12,6% des emplois sont occupés par des personnes ayant moins d'un an d'ancienneté, contre 13,6% un an plus tôt. En moyenne, les différents secteurs du tertiaire recrutent à peine moins que la construction (tableau 4). Au sein du tertiaire, les services aux particuliers sont un secteur à part : près d'une personne sur cinq a moins d'un an d'ancienneté dans son emploi, soit deux fois plus que dans le reste de l'économie. Gardes d'enfants ou femmes de ménage travaillent pour des particuliers-employeurs où les possibilités de promotion en interne sont réduites ou inexistantes. Seulement un quart d'entre elles ont, en 2003, dix ans d'ancienneté ou plus. Dans les activités financières et l'administration, la situation est inverse : les embauches sont parcimonieuses (6 à 7% des personnes ont moins d'un an d'ancienneté en 2003) et les personnes d'expérience majoritaires (60% des personnes ont dix ans ou plus d'ancienneté).

Dans l'industrie et l'agriculture, plus de la moitié des salariés ont au moins 10 ans d'ancienneté dans leur entreprise. En contrepartie, le renouvellement est faible : moins de 8% de leurs salariés sont en poste depuis moins d'un an.

### Les femmes, toujours plus actives

La hausse de l'activité féminine engagée dans les années soixante se poursuit : pour autant, seulement 63,4% des femmes en âge de travailler sont actives, soit plus de 10 points de moins que les hommes (tableau 5). Entre 30 et 54 ans, âges où l'activité professionnelle est la norme pour les hommes, il y a encore une femme sur cinq qui n'est pas active. A ces âges, les Françaises restent malgré tout parmi les plus actives en Europe. Entre 25 et 54 ans, les mères sont moins souvent présentes sur le marché du travail que les autres femmes (78% contre 84%). Les hommes qui ont des enfants sont au contraire plus souvent actifs que les autres (96% contre 90%).

### Sources

Depuis juillet 2001, l'Insee a mis en place une nouvelle enquête sur l'emploi, qui s'est officiellement substituée à l'enquête emploi annuelle depuis le 1er janvier 2003. Cette nouvelle enquête emploi est trimestrielle (l'ancienne était annuelle) et sa collecte a lieu en continu sur toutes les semaines de chaque trimestre (la collecte de l'enquête annuelle était ponctuelle, en général

## 5 Hausse de l'activité féminine

	Moyenne 2002	Moyenne 2003	Evolution 2002-2003	Moyenne 2003 à structure d'activité identique à 2002 <sup>2</sup>	Evolution nette des effets d'âge <sup>3</sup>
<b>Population active (milliers)</b>					
<b>Ensemble</b>	<b>26 934</b>	<b>27 125</b>	<b>+191</b>	<b>27 024</b>	<b>+101</b>
Hommes	14 642	14 662	+20	14 673	- 11
Femmes	12 292	12 463	+171	12 351	+112
<b>Taux d'activité<sup>1</sup> (%)</b>					
<b>Ensemble</b>	<b>55,3</b>	<b>55,3</b>	<b>=</b>	<b>55,1</b>	<b>+0,2</b>
Dont 15-64 ans	69,0	69,2	+0,2	68,9	+0,3
<b>Hommes</b>	<b>62,6</b>	<b>62,3</b>	<b>- 0,3</b>	<b>62,3</b>	<b>=</b>
15-24 ans	37,2	37,5	+0,3	37,0	+0,5
25-29 ans	91,1	90,3	- 0,8	91,0	- 0,7
30-54 ans	94,7	94,4	- 0,3	94,7	- 0,3
55-64 ans	46,8	48,2	+1,4	47,5	+0,7
15-64 ans	75,3	75,1	- 0,2	75,1	=
65 ans et plus	2,0	1,9	- 0,1	2,0	- 0,1
<b>Femmes</b>	<b>48,5</b>	<b>48,9</b>	<b>+0,4</b>	<b>48,5</b>	<b>+0,4</b>
15-24 ans	29,6	30,1	+0,5	30	+0,1
25-29 ans	78,4	78,8	+0,4	78,4	+0,4
30-54 ans	79,1	80,0	+0,9	79,2	+0,8
55-64 ans	37,4	38,6	+1,2	38,1	+0,5
15-64 ans	62,8	63,4	+0,6	62,8	+0,6
65 ans et plus	0,9	0,9	=	0,9	=

1. Rapport entre la population active (salariés, non salariés, chômeurs) et la population totale.

2. Le taux d'activité à structure d'activité identique à 2002 est celui que l'on aurait observé en moyenne en 2003 si les taux d'activité âge par âge étaient restés les mêmes qu'en moyenne en 2002.

3. L'évolution nette des effets d'âge prend en compte le fait qu'entre deux années consécutives la répartition de la population par âge détaillé change, par exemple que la moyenne d'âge des 55-64 ans diminue car les personnes de 55 ans sont de plus en plus nombreuses dans cette classe d'âges. Cette évolution nette se calcule comme la différence entre les effectifs observés de l'année 2003 (colonne 2) et ceux estimés (colonne 4).

Source : Enquêtes Emploi 2002 et 2003, Insee

réalisée en mars). Cette étude présente les résultats des enquêtes emploi en continu des quatre trimestres de l'année 2002 et des quatre trimestres de 2003. Chaque trimestre, environ 35 000 ménages (= 35 000 logements), soit environ 75 000 personnes de 15 ans ou plus, répondent à l'enquête. L'enquête est réalisée dans tous les logements hors les communautés (logements « ordinaires ») : toutes les personnes vivant ne serait-ce qu'une partie du temps dans un logement ordinaire sont interrogées. L'enquête est cependant représentative de l'ensemble de la population résidant en France métropolitaine, communautés comprises : on fait pour cela l'hypothèse que les personnes vivant exclusivement en communauté ne diffèrent pas, à sexe et à âge

donnés, des personnes vivant tout ou partie de leur temps dans un logement ordinaire. Par rapport à l'enquête annuelle, trois modifications majeures ont été introduites. Tout d'abord, le questionnaire de l'enquête emploi en continu a été profondément remanié afin de le rendre plus comparable à celui des enquêtes équivalentes réalisées dans les autres pays européens ; en outre, le questionnaire a été enrichi, notamment sur l'exercice de plusieurs activités, l'accès à la formation continue et les horaires de travail. Ensuite, les techniques de collecte ont changé : la moitié des enquêtes sont désormais réalisées par téléphone. Enfin, les méthodes de codification - des diplômes et des professions - ont été améliorées. Ces trois changements majeurs expliquent que

la continuité des séries entre ancienne et nouvelle enquête emploi ne soit pas toujours parfaitement assurée. C'est le cas en particulier sur les variables concernant le sous-emploi, l'ancienneté de chômage, le statut dans l'emploi ou encore les catégories socioprofessionnelles détaillées.

Comme l'enquête emploi annuelle, l'enquête emploi en continu constitue la seule source permettant de mettre en œuvre la définition du chômage préconisée par le Bureau International du Travail (BIT) et également de faire le lien entre le chômage au sens du BIT et le recensement des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE). Ainsi, parmi les 2 640 000 chômeurs BIT de 2003, 439 000 déclarent ne pas être inscrits à l'ANPE. A l'inverse, 1 594 000 personnes déclarent être inscrites à l'ANPE mais ne sont pas comptabilisées comme chômeurs au sens du BIT : 897 000 sont classées actives occupées et 697 000 inactives selon le BIT.

Comme l'enquête emploi annuelle, la nouvelle enquête emploi trimestrielle s'appuie sur un sondage. Par conséquent, les estimations qu'elle fournit approchent la réalité avec une certaine marge d'erreur. S'il est très complexe d'évaluer la marge d'erreur sur les estimations annuelles, on peut calculer plus facilement la précision avec laquelle les estimations trimestrielles sont établies : par exemple les 2 781 000 chômeurs BIT du 4<sup>e</sup> trimestre 2003 sont estimés à + ou - 115 000 près (intervalle de confiance à 95%). De même, le taux de chômage du 4<sup>e</sup> trimestre 2003, de 10,2%, est estimé à + ou - 0,4 point près (écart-type de 0,2).

## Bibliographie :

Dossier spécial « enquête emploi » *Economie et Statistique* n° 362 - 2003, Insee.  
« L'enseignement supérieur professionnalisé. Un atout pour entrer dans la vie active ? » *Bref* n°195 - 2003, Cereq.  
« Chômage et emploi en hausse » *Insee Première* n°857, juillet 2002.  
« Enquête sur l'emploi du 1<sup>er</sup> trimestre 2003 - Forte hausse du chômage entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2002 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2003 » *Insee Première* n°909, juillet 2003.

INSEE PREMIERE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) (rubrique Publications)

Vous pouvez vous abonner gratuitement aux avis de parution dans <http://www.insee.fr/fr/ppp/abonnement/abonnement.asp#formulaire>

## BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

A RETOURNER A : INSEE Info Service, Service Abonnement B.P. 409, 75560 Paris CEDEX 12  
Tél. : 01 53 17 88 45 Fax : 01 53 17 89 77

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE - Tarif 2004

Abonnement annuel =  70 € (France)  87 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ €.

Date : \_\_\_\_\_ Signature

Direction Générale :  
18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14  
Directeur de la publication :  
Jean-Michel Charpin  
Rédacteur en chef :  
Daniel Temam  
Rédacteurs : R. Baktavatsalou,  
C. Benveniste, C. Dulon,  
A.-C. Morin  
Maquette : RPV  
Code Sage IP04958  
ISSN 0997 - 3192  
© INSEE 2004

